



Paris, le 28 août 2012

**Sébastien SIHR**  
Secrétaire Général

À

**Monsieur Vincent PEILLON**  
Ministre de l'Éducation Nationale  
110 rue de Grenelle  
75357 Paris 07 SP

Monsieur le Ministre,

Alors que la rentrée scolaire approche, nombre de directrices et directeurs d'école n'ont pas la garantie de retrouver l'assistance administrative dont ils bénéficiaient encore en juin dernier. A ce jour, plusieurs centaines de contrats EVS affectés à cette mission n'ont pas encore été renouvelés notamment dans certaines académies (Bordeaux, Montpellier, Nice, Toulouse,..).

Dans l'Education nationale, nous constatons que tous les départements n'ont pas retrouvé le volume de contrats dont ils disposaient. Ce sont 12 000 contrats aidés supplémentaires qui viennent d'être attribués en urgence à l'Education nationale lors du collectif budgétaire, alors que l'ancien gouvernement Fillon ne finançait plus à partir du 1<sup>er</sup> juillet 14 700 contrats aidés. De plus, nous notons que la réaffectation de ce contingent supplémentaire est fléchée prioritairement sur les missions handicap (écoles et collèges), puis en fonction de la dotation départementale, sur des missions d'étude et de surveillance au sein des collèges et lycées et sur l'assistance administrative aux directeurs d'école.

Résultats : sur le terrain, les Recteurs et DASEN privilégient les besoins d'accompagnement « handicap » et d' « encadrement » des collèges, et ce au détriment des missions « aide administrative » dont les contrats ne sont pas renouvelés dans certaines écoles.

Cette situation va nuire au fonctionnement de l'école où les directeurs sont laissés pour compte mais va aussi pénaliser les personnels qui même en étant éligibles ne sont pas réemployés. Cette réalité illustre également que l'aide administrative ne peut se satisfaire de contrats précaires. L'école a besoin d'emplois pérennes et statutaires.

Dans l'immédiat, pour la rentrée, nous réclamons des mesures d'urgence afin que les écoles bénéficient à nouveau de leur aide administrative perdue.

Nous vous demandons, Monsieur le Ministre l'ouverture de discussions sur le dossier de direction et du fonctionnement de l'école. Leurs missions doivent être mieux définies, leur engagement au service de l'école et de la réussite des élèves, mieux reconnu et accompagné de moyens spécifiques.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de nos salutations respectueuses.

Sébastien SIHR

**SNUipp-FSU : 128 boulevard Auguste Blanqui – 75013 Paris.**  
**Tél : 01 40 79 50 00 . Fax : 01 44 08 69 40. [www.snuipp.fr](http://www.snuipp.fr)**